

France VICTIME 62
Palais de Justice
62000 ARRAS
Rapport du commissaire aux comptes
sur les comptes annuels
Exercice clos le 31 Décembre 2024

Jérôme WILLERVAL
Commissaire aux Comptes

41 Rue Roger Salengro
BP 60530
62008 ARRAS CEDEX
Tél : 03 21 71 30 30

www.cogep.fr
jwillerval@cogep.fr

France VICTIME 62

Palais de Justice

62000 ARRAS

RAPPORT DU COMMISSAIRE AUX COMPTES
SUR LES COMPTES ANNUELS

ASSEMBLEE GENERALE ORDINAIRE DU 25 JUIN 2025

EXERCICE CLOS LE 31 DECEMBRE 2024

Mesdames, Messieurs,

Opinion


En exécution de la mission qui nous a été confiée par votre Assemblée Générale, nous avons effectué l'audit des comptes annuels de l'association FRANCE VICTIME 62 relatifs à l'exercice clos le 31 Décembre 2024, tels qu'ils sont joints au présent rapport. Ces comptes ont été arrêtés par le conseil d'administration sur la base des éléments disponibles à cette date.

Nous certifions que les comptes annuels sont, au regard des règles et principes comptables français, réguliers et sincères et donnent une image fidèle du résultat des opérations de l'exercice écoulé ainsi que de la situation financière et du patrimoine de l'association à la fin de cet exercice.

Fondement de l'opinion

Référentiel d'audit

Nous avons effectué notre audit selon les normes d'exercice professionnel applicables en France. Nous estimons que les éléments que nous avons collectés sont suffisants et appropriés pour fonder notre opinion.



Les responsabilités qui nous incombent en vertu de ces normes sont indiquées dans la partie « Responsabilités du commissaire aux comptes relatives à l'audit des comptes annuels » du présent rapport.

Indépendance

Nous avons réalisé notre mission d'audit dans le respect des règles d'indépendance qui nous sont applicables, sur la période du 1^{er} Janvier 2024 à la date d'émission de notre rapport, et notamment nous n'avons pas fourni de services interdits par le code de déontologie de la profession de commissaire aux comptes.

Justification des appréciations

En application des dispositions des articles L. 823-9 et R.823-7 du code de commerce relatives à la justification de nos appréciations, nous portons à votre connaissance que les appréciations les plus importantes auxquelles nous avons procédé, selon notre jugement professionnel, ont porté sur le caractère approprié des principes comptables appliqués


Les appréciations ainsi portées s'inscrivent dans le contexte de l'audit des comptes annuels pris dans leur ensemble et de la formation de notre opinion exprimée ci-avant. Nous n'exprimons pas d'opinion sur des éléments de ces comptes annuels pris isolément.

Vérification du rapport de gestion et des autres documents adressés aux membres

Nous avons également procédé, conformément aux normes d'exercice professionnel applicables en France, aux vérifications spécifiques prévues par la loi.

Nous n'avons pas d'observation à formuler sur la sincérité et la concordance avec les comptes annuels des informations données dans le rapport de gestion du Conseil d'Administration et dans les autres documents adressés sur la situation financière et les comptes annuels. S'agissant des événements survenus et des éléments connus postérieurement à la date d'arrêté des comptes relatifs aux effets de la crise liée au Covid-19, la direction nous a indiqué qu'ils feront l'objet d'une communication aux associés appelés à statuer sur les comptes.

Responsabilités de la direction et des personnes constituant le gouvernement d'entreprise relatives aux comptes annuels



Il appartient à la direction d'établir des comptes annuels présentant une image fidèle conformément aux règles et principes comptables français ainsi que de mettre en place le contrôle interne qu'elle estime nécessaire à l'établissement de comptes annuels ne comportant pas d'anomalies significatives, que celles-ci proviennent de fraudes ou résultent d'erreurs.

Lors de l'établissement des comptes annuels, il incombe à la direction d'évaluer la capacité de l'entité à poursuivre son exploitation, de présenter dans ces comptes, le cas échéant, les informations nécessaires relatives à la continuité d'exploitation et d'appliquer la convention comptable de continuité d'exploitation, sauf s'il est prévu de liquider l'association ou de cesser son activité.

Les comptes annuels ont été arrêtés par le Conseil d'Administration.

Responsabilités du commissaire aux comptes relatives à l'audit des comptes annuels

Il nous appartient d'établir un rapport sur les comptes annuels. Notre objectif est d'obtenir l'assurance raisonnable que les comptes annuels pris dans leur ensemble ne comportent pas d'anomalies significatives. L'assurance raisonnable correspond à un niveau élevé d'assurance, sans toutefois garantir qu'un audit réalisé conformément aux normes d'exercice professionnel permet de systématiquement détecter toute anomalie significative. Les anomalies peuvent provenir de fraudes ou résulter d'erreurs et sont considérées comme significatives lorsque l'on peut raisonnablement s'attendre à ce qu'elles puissent, prises individuellement ou en cumulé, influencer les décisions économiques que les utilisateurs des comptes prennent en se fondant sur ceux-ci.

Comme précisé par l'article L.823-10-1 du code de commerce, notre mission de certification des comptes ne consiste pas à garantir la viabilité ou la qualité de la gestion de votre association.

Dans le cadre d'un audit réalisé conformément aux normes d'exercice professionnel applicables en France, le commissaire aux comptes exerce son jugement professionnel tout au long de cet audit.

Une description plus détaillée de nos responsabilités de commissaire aux comptes relatives à l'audit des comptes annuels figure dans l'annexe du présent rapport et en fait partie intégrante.

Fait à Arras, le 09 Juin 2025.
Pour la société COGEP AUDIT



Jérôme WILLERVAL
Commissaire aux Comptes
Membre de la Compagnie Régionale
de Douai



Description détaillée des responsabilités du commissaire aux comptes

- il identifie et évalue les risques que les comptes annuels comportent des anomalies significatives, que celles-ci proviennent de fraudes ou résultent d'erreurs, définit et met en œuvre des procédures d'audit face à ces risques, et recueille des éléments qu'il estime suffisants et appropriés pour fonder son opinion. Le risque de non-détection d'une anomalie significative provenant d'une fraude est plus élevé que celui d'une anomalie significative résultant d'une erreur, car la fraude peut impliquer la collusion, la falsification, les omissions volontaires, les fausses déclarations ou le contournement du contrôle interne ;
- il prend connaissance du contrôle interne pertinent pour l'audit afin de définir des procédures d'audit appropriées en la circonstance, et non dans le but d'exprimer une opinion sur l'efficacité du contrôle interne ;
- il apprécie le caractère approprié des méthodes comptables retenues et le caractère raisonnable des estimations comptables faites par la direction, ainsi que les informations les concernant fournies dans les comptes annuels ;
- il apprécie le caractère approprié de l'application par la direction de la convention comptable de continuité d'exploitation et, selon les éléments collectés, l'existence ou non d'une incertitude significative liée à des événements ou à des circonstances susceptibles de mettre en cause la capacité de la coopérative à poursuivre son exploitation. Cette appréciation s'appuie sur les éléments collectés jusqu'à la date de son rapport, étant toutefois rappelé que des circonstances ou événements ultérieurs pourraient mettre en cause la continuité d'exploitation. S'il conclut à l'existence d'une incertitude significative, il attire l'attention des lecteurs de son rapport sur les informations fournies dans les comptes annuels au sujet de cette incertitude ou, si ces informations ne sont pas fournies ou ne sont pas pertinentes, il formule une certification avec réserve ou un refus de certifier ;
- il apprécie la présentation d'ensemble des comptes annuels et évalue si les comptes annuels reflètent les opérations et événements sous-jacents de manière à en donner une image fidèle.



	Brut	Amortissements et dépréciations	Net au 31/12/2024	Net au 31/12/2023
. Frais d'établissement				
ACTIF IMMOBILISE				
Immobilisations incorporelles				
. Frais de recherche et développement				
. Donations temporaires d'usufruit				
. Concessions, brevets, licences, marques	8 442	8 442		
. Autres				
. Immobilisations incorporelles en cours				
. Avances et acomptes				
Immobilisations corporelles				
. Terrains				
. Constructions				
. Installations tech., matériels, outillage				
. Autres	43 255	41 578	1 677	3 741
. Immobilisations corporelles en cours				
. Avances et acomptes				
Biens reçus par legs ou donations destinés à être cédés				
Immobilisations financières				
. Participations et Créances rattachées				
. Autres titres immobilisés				
. Prêts				
. Autres				
Total	51 697	50 020	1 677	3 741
ACTIF CIRCULANT				
Stocks et en-cours				
Créances				
. Créances usagers et comptes rattachés				
. Créances reçues par legs ou donations				
. Autres	116 987	5 000	111 987	112 278
Valeurs mobilières de placement	100 000		100 000	
Instruments de trésorerie				
Disponibilités	386 340		386 340	579 320
Charges constatées d'avance	5 564		5 564	3 660
Total	608 892	5 000	603 892	695 258
COMPTES DE REGULARISATION				
Frais d'émission des emprunts				
Primes de remb. des emprunts				
Ecart de conversion et diff. d'évaluation - Actif				
Total				
TOTAL ACTIF	660 589	55 020	605 569	698 999



	Net au 31/12/2024	Net au 31/12/2023
FONDS PROPRES		
Fonds propres sans droit de reprise		
. Fonds propres statutaires		
. Fonds propres complémentaires	83 390	83 390
Fonds propres avec droit de reprise		
. Fonds propres statutaires		
. Fonds propres complémentaires		
Ecart de réévaluation		
Réserves		
. Réserves statutaires ou contractuelles		
. Réserves pour projet de l'entité	13 008	13 008
. Autres		
Report à nouveau	219 822	156 463
Résultat de l'exercice (excédent ou déficit)	-1 018	63 359
Situation nette (sous-total)	315 201	316 220
Fonds propres consommables		
Subventions d'investissement		
Provisions réglementées		
Total	315 201	316 220
FONDS REPORTES ET DEDIES		
Fonds reportés liés aux legs et donations		
Fonds dédiés	131 927	195 477
Total	131 927	195 477
PROVISIONS		
Provisions pour risques		
Provisions pour charges		
Total		
DETTES		
Emprunts obligataires et assimilés (titres associatifs)		
Emprunts et dettes auprès des établissements de crédit		
Emprunts et dettes financières diverses		
Dettes fournisseurs et comptes rattachés	6 310	15 116
Dettes des legs ou donations		
Dettes fiscales et sociales	106 959	154 936
Dettes sur immobilisations et comptes rattachés		
Autres dettes	5 582	4 532
Instruments de trésorerie		
Produits constatés d'avance	39 589	12 718
Total	158 441	187 302
Ecart de conversion et diff. d'évaluation - Passif		
TOTAL PASSIF	605 569	698 999



COMPTE DE RESULTAT (1/2)

	du 01/01/2024	%	du 01/01/2023	%	Var. en val. annuelle	
	au 31/12/2024	PE	au 31/12/2023	PE	en euros	%
PRODUITS D'EXPLOITATION						
Cotisations	260	0,03	245	0,02	15	6,12
Ventes de biens et services :						
- ventes de biens						
<i>dont ventes de dons en nature</i>						
- ventes de prestations de services	62 161	6,00	87 557	8,33	-25 396	-29,01
<i>dont parrainages</i>						
Produits de tiers financeurs :						
- Concours publics et subventions	868 034	83,72	930 263	88,54	-62 229	-6,69
- Versements des fondateurs ou consommation de dot. comptable						
- Ressources liées à la générosité du public :						
Dons manuels	2 184	0,21	408	0,04	1 776	435,63
Mécénats						
Legs, donations et assurances-vie						
- Contributions financières	2 427	0,23			2 427	#####
Reprises sur amortissements, dép., provisions et transferts de charges	3 060	0,30			3 060	#####
Utilisations des fonds dédiés	88 538	8,54	30 631	2,92	57 907	189,05
Autres produits	10 179	0,98	1 550	0,15	8 629	556,68
Total	1 036 844	100,00	1 050 654	100,00	-13 810	-1,31
CHARGES D'EXPLOITATION						
Achats de marchandises						
Variation de stocks						
Autres achats et charges externes	145 546	14,04	162 002	15,42	-16 456	-10,16
Aides financières						
Impôts, taxes et versements assimilés	34 665	3,34	33 460	3,18	1 205	3,60
Salaires	658 193	63,48	582 478	55,44	75 715	13,00
Cotisations sociales	176 559	17,03	151 245	14,40	25 314	16,74
Dotations aux amortissements et aux dépréciations	7 064	0,68	3 000	0,29	4 064	135,48
Dotations aux provisions						
Reports en fonds dédiés	24 988	2,41	60 539	5,76	-35 551	-58,72
Autres charges	1 122	0,11	1 015	0,10	107	10,58
Total	1 048 137	101,09	993 739	94,58	54 399	5,47
Résultat d'exploitation	-11 294	-1,09	56 915	5,42	-68 208	-119,84
PRODUITS FINANCIERS						
De participation						
D'autres valeurs mobilières et créances de l'actif immobilisé						
Autres intérêts et produits assimilés	11 811	1,14	8 242	0,78	3 569	43,30
Reprises sur provisions, dépréciations et transferts de charge						
Différences positives de change						
Produits nets sur cessions de V.M.P.						
Total	11 811	1,14	8 242	0,78	3 569	43,30
CHARGES FINANCIERES						
Dotations aux amortissements, aux dépréciations et aux provisions						
Intérêts et charges assimilées						
Différence négatives de change						
Charges nettes sur cession de V.M.P.						
Total						
Résultat financier	11 811	1,14	8 242	0,78	3 569	43,30



	du 01/01/2024	%	du 01/01/2023	%	Var. en val. annuelle	
	au 31/12/2024	PE	au 31/12/2023	PE	en euros	%
RESULTAT COURANT AVANT IMPOTS	517	0,05	65 157	6,20	-64 640	-99,21
PRODUITS EXCEPTIONNELS						
Sur opérations de gestion	548	0,05			548	#####
Sur opérations en capital						
Reprises sur provisions, dépréciatio et transferts de charges			9 147	0,87	-9 147	-100,00
Total	548	0,05	9 147	0,87	-8 599	-94,00
CHARGES EXCEPTIONNELLES						
Sur opérations de gestion			9 529	0,91	-9 529	-100,00
Sur opérations en capital						
Dotations aux amortissements, aux dépréciations et aux provisions						
Total			9 529	0,91	-9 529	-100,00
RESULTAT EXCEPTIONNEL	548	0,05	-382	-0,04	930	243,65
Participation des salariés aux résultats						
Impôts sur les bénéfices	2 084	0,20	1 416	0,13	668	47,18
TOTAL DES PRODUITS	1 049 203		1 068 043		-18 840	-1,76
TOTAL DES CHARGES	1 050 221		1 004 683		45 538	4,53
EXCEDENT OU DEFICIT	-1 018	-0,10	63 359	6,03	-64 377	-101,61
CONTRIBUTIONS VOLONTAIRES EN NATURE						
Dons en nature						
Prestations en nature						
Bénévolat						
Total						
CHARGES DES CONTRIBUTIONS VOLONTAIRES EN NATURE						
Secours en nature						
Mise à disposition gratuite de biens						
Prestation en nature						
Personnel bénévole						
Total						

ANNEXE

Exercice clos le : 31/12/2024

Durée : 12 mois

1 - INFORMATIONS SUR L'ENTITE**Objet :**

L'association France Victimes 62 a pour objet de favoriser auprès des victimes d'infractions pénales la connaissance de leurs droits, de leur expliquer les démarches à entreprendre, de leur proposer un soutien et accompagnement, d'instaurer une concertation avec les professionnels de la justice et les élus, d'assurer les mandats judiciaires et favoriser l'accès aux droits.

Activités ou missions :

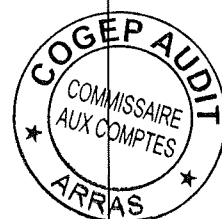
L'association mettra en place les structures nécessaires à la réalisation des objectifs fixés.

Moyens mis en oeuvre :

Elle disposera de salariés, de bénévoles et travaillera en collaboration avec les organismes ayant un but analogue, connexe ou complémentaire, en cherchant à établir la coordination la plus efficace possible.

Effectifs :

25

2 - FAITS MAJEURS DE L'EXERCICE

3 - REGLES ET METHODES COMPTABLES

Les comptes annuels de l'exercice ont été établis et présentés conformément aux dispositions du règlement 2014-03 de l'ANC relatif au plan comptable général et du règlement 2018-06 de l'ANC relatif aux comptes annuels des personnes morales de droit privé à but non lucratif.

Les conventions comptables ont été appliquées dans le respect du principe de prudence, conformément aux hypothèses de base :

- continuité de l'activité
- permanence des méthodes comptables d'un exercice à l'autre,
- indépendance des exercices,

et conformément aux règles générales d'établissement et de présentation des comptes annuels.

La méthode de base retenue pour l'évaluation des éléments inscrits en comptabilité est la méthode des coûts historiques.



4 - REGLES COMPTABLES SUR LES ACTIFS, AMORTISSEMENTS ET DEPRECIATIONS

OPTIONS RETENUES

	Date de 1ère option	Option pour la comptabilisation		Non concerné
		en charges	à l'actif	
Frais d'acquisition				
des immobilisations corporelles et incorporelles		<input type="text"/>	<input type="text"/>	<input checked="" type="checkbox"/>
des titres de participation		<input type="text"/>	<input type="text"/>	<input checked="" type="checkbox"/>
des autres titres immobilisés et titres de placement		<input type="text"/>	<input type="text"/>	<input checked="" type="checkbox"/>
Frais externe de formation				
nécessaires à la mise en service		<input type="text"/>	<input type="text"/>	<input checked="" type="checkbox"/>
Coûts d'emprunts activables				
montant comptabilisé à l'actif pour l'exercice		<input type="text"/>	<input type="text"/>	<input checked="" type="checkbox"/>
Dépenses de développement remplissant les les critères d'activation				
montant comptabilisé en charges pour l'exercice		<input type="text"/>	<input type="text"/>	<input checked="" type="checkbox"/>

COMPOSANTS IDENTIFIES

	Valeurs brutes	Amortissements et dépréciations	Valeurs nettes
Constructions			
Installations techniques, matériels et outillages industriels			
Autres immobilisations corporelles			

AMORTISSEMENTS

Les plans d'amortissement des immobilisations retiennent les méthodes suivantes :

Durées d'amortissement

Immobilisations non décomposées :

amortissement en fonction des durées d'usage en application de la mesure de simplification pour les PME.

Immobilisations décomposées :

Structure : amortissement en fonction de la durée d'usage de l'immobilisation prise dans son ensemble (sauf pour les immeubles de placement).

Composants : amortissement en fonction de la durée normale d'utilisation ou de la durée d'usage lorsqu'elle existe.

Modes d'amortissement

Les amortissements sont calculés en application du mode linéaire ou du mode dégressif.

	Immobilisations non décomposées		Immobilisations décomposées			
	Mode	Durée	Mode	Durée	Mode	Durée
Immobilisations incorporelles	Linéaire	12 mois				
Dont frais de développement						
Dont fond commercial						
Terrains						
Constructions						
Installations techniques, matériels et outillages industriels	Linéaire	36 à 120 mois				
Autres immobilisations corporelles						



5 - NOTES SUR LE BILAN ACTIF

Frais d'établissement :

	Valeur nette	Taux amortissement
Frais de constitution.....		
Frais de premier établissement.....		

Frais de développement :

	Valeur nette	Taux amortissement
Frais de développement.....		

Fonds commercial :

	Valeur nette	Taux amortissement
Eléments achetés.....		
Eléments réévalués.....		
Eléments reçus en apport.....		

Actif immobilisé :

<i>Valeurs brutes</i>	A l'ouverture	Augmentation	Diminution	A la clôture
Immobilisations incorporelles.....	8 442			8 442
Immobilisations corporelles.....	43 255			43 255
Biens reçus par legs ou donations et destinés à être cédés				
Immobilisations financières.....				
Total.....	51 697			51 697

Amortissements et dépréciation

	A l'ouverture	Augmentation	Diminution	A la clôture
Immobilisations incorporelles.....	8 442			8 442
Immobilisations corporelles.....	39 514	2 064		41 578
Biens reçus par legs ou donations et destinés à être cédés				
Immobilisations financières.....				
Total.....	47 956	2 064		50 020

Créances représentées par des effets de commerce :

Non recensé

Usagers.....	
Autres créances.....	

Etat des créances :

	Montant brut	A 1 an au plus	A plus d'1 an
Actif immobilisé.....			
Actif circulant et charges constatées d'avance.	122 552	122 552	

Produits à recevoir inclus dans les postes de bilan :

Participations et créances rattachées.....	
Immobilisations financières.....	
Usagers et comptes rattachés.....	
Autres créances.....	115 170
Disponibilités.....	

Charges constatées d'avance :

	5 564
--	-------



6 - NOTES SUR LE BILAN PASSIF

AFFECTATION DU RESULTAT DE L'EXERCICE PRECEDENT

	Déficit	Excédent
Résultat de l'exercice précédent		63 359

AFFECTATION	Augmentations	Diminutions
Fonds propres sans droit de reprise		
Fonds propres avec droit de reprise		
Ecart de réévaluation		
Réserves		
Report à nouveau		
Total des affectations		

TABLEAU DE VARIATION DES FONDS PROPRES

	A l'ouverture	Augmentations	Diminutions ou consommations	A la clôture
Fonds propres sans droit de reprise.....	83 390	83 390		83 390
Fonds propres avec droit de reprise.....				
Ecart de réévaluation.....				
Réserves.....	13 008	13 008		13 008
Report à nouveau.....	156 463	63 359		219 822
Résultat de l'exercice.....	63 359	62 341	63 359	-1 018
Situation nette	316 220	222 098	63 359	315 201
Fonds propres consommables.....				
Subventions d'investissement.....				
Provisions réglementées.....				
Total.....	316 220	222 098	63 359	315 201



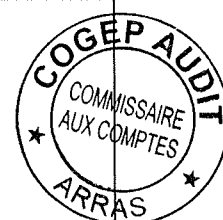
6 - NOTES SUR LE BILAN PASSIF (suite)**TABLEAU DES RESERVES, PROVISIONS ET DEPRECIATIONS**

	A l'ouverture	Augmentation	Diminutions	A la clôture
Réserves				
Réserves indisponibles.....				
Réserves statutaires ou contractuelles..				
Réserves réglementées :				
- plus-values nettes long terme.....				
- sur octroi de subvention d'investissement.....				
- autres.....				
Réserves pour projet de l'entité.....	13 008	13 008		13 008
Total (1)	13 008	13 008		13 008
Provisions réglementées				
Relatives aux immobilisations.....				
Relatives aux stocks.....				
Relatives aux autres éléments d'actif....				
Amortissements dérogatoires.....				
Provision spéciale de réévaluation.....				
Plus-value réinvestie.....				
Autres provisions réglementées.....				
Total (2)				
Provisions pour risques et charges				
Provisions pour litiges.....				
Provisions pour garanties aux usagers..				
Provisions pour risques d'emploi.....				
Provision pour amendes et pénalités....				
Provisions pour charges sur legs et donations.....				
Provision pour grosses réparations.....				
Autres provisions risques et charges.....				
Total (3)				
Dépréciations				
Sur immobilisations				
- incorporelles.....				
- corporelles.....				
- Biens reçus par legs ou donations destinés à être cédés				
- financières.....				
Sur stocks et en cours.....				
Sur cptes usagers et cptes rattachés....				
Autres dépréciations.....		5 000		5 000
Total (4)		5 000		5 000
Total général (1 + 2 + 3 + 4)	13 008	18 008		18 008

Dont dotations et reprises :

- d'exploitation.....
- financières.....
- exceptionnelles.....

5 000	
-------	--



6 - NOTES SUR LE BILAN PASSIF (suite)

TABLEAU DE VARIATION DES FONDS REPORTES LIES AUX LEGS ET DONATIONS

Origine des fonds reportés	A l'ouverture	Augmentations	Diminutions	A la clôture
Total				

TABLEAU DE SUIVI DES FONDS DEDIES

Origine des fonds dédiés	Fonds dédiés à l'ouverture de l'exercice	Reports	Utilisation en cours de l'exercice		Transferts en fonds dédiés (en + ou en -)	Fonds dédiés à la clôture	
			Montant global	Dont remboursement aux tiers		Montant global	Dont fonds dédiés correspondant à des projets sans dépenses au cours des 2 derniers exer.
A	B	C		D	A+B-C+D		
Subventions d'exploitation							
SUBV. CHANCELLERIE	32 884		32 884				
SUBV. CONSEIL DEPARTEM	36 274		5 256		1 252	32 270	
FIPD	48 921		33 372			15 549	
DDETS - Cohésion Sociale	50 994				11 276	62 270	
AGGLOMERATIONS	26 404		17 026		12 460	21 838	



6 - NOTES SUR LE BILAN PASSIF (suite)**Etats des dettes :**

	Montant brut	A 1an au plus	De 1 à 5 ans	A plus de 5 ans
Etablissement de crédit				
Dettes financières diverses				
Fournisseurs	6 310	6 310		
Dettes des legs ou donations				
Dettes fiscales et sociales	106 959	106 959		
Dettes sur immobilisations				
Autres dettes	5 582	5 582		
Produits constatés d'avance	39 589	39 589		
Total :	158 441	158 441		

Dettes représentées par des effets de commerce : Non recensé

Dettes financières.....
Fournisseurs.....
Autres dettes.....

Charges à payer incluses dans les postes du bilan

Emprunts et dettes auprès établissements de crédit	
Emprunts et dettes financières diverses	
Fournisseurs.....	6 310
Dettes fiscales et sociales.....	70 207
Autres dettes	3 397

Produits constatés d'avance :

39 589



7 - NOTES SUR LE COMPTE DE RESULTAT**VENTILATION DES VENTES DE BIENS ET SERVICES**

Par catégorie	En montant		En %	
	N	N-1	N	N-1
Total				

Par secteur géographique	En montant		En %	
	N	N-1	N	N-1
Total				

VENTILATION DES RESSOURCES HORS VENTES DE BIENS ET SERVICES

	En montant		En %	
	N	N-1	N	N-1
Cotisations	260	245	0,03	0,03
Subventions d'exploitation	868 034	930 263	99,44	99,93
Concours publics				
Versements des fondateurs ou consommations de la dotation consommable				
Dons manuels	2 184	408	0,25	0,04
Mécénats				
Legs et donations et assurances-vie				
Contributions financières	2 427		0,28	
Ventes de dons en nature				
Parrainages				
Autres ressources				
Total	872 906	930 916	100,00	100,00



FRANCE VICTIME 62

Palais de Justice

62000 ARRAS

Rapport spécial du commissaire aux comptes
sur les conventions réglementées

Exercice clos le 31 Décembre 2024

Jérôme WILLERVAL
Commissaire aux Comptes

41 Rue Roger Salengro
BP 60530
62008 ARRAS CEDEX
Tél : 03 21 71 30 30

www.cogep.fr
jwillerval@cogep.fr

FRANCE VICTIME 62

Palais de Justice

62000 ARRAS

RAPPORT SPECIAL DU COMMISSAIRE AUX COMPTES
SUR LES CONVENTIONS REGLEMENTEES

REUNION DE L'ORGANE DELIBERANT RELATIVE
A L'APPROBATION DES COMPTES
DE L'EXERCICE CLOS LE 31 DECEMBRE 2024

Mesdames, Messieurs,

En notre qualité de commissaire aux comptes de votre association, nous vous présentons notre rapport sur les conventions réglementées.

Il nous appartient de vous communiquer, sur la base des informations qui nous ont été données, les caractéristiques et les modalités essentielles des conventions dont nous avons été avisés ou que nous aurions découvertes à l'occasion de notre mission, sans avoir à nous prononcer sur leur utilité et leur bien-fondé ni à rechercher l'existence d'autres conventions. Il vous appartient, selon les termes de l'article R. 612-6 du code de commerce, d'apprécier l'intérêt qui s'attachait à la conclusion de ces conventions en vue de leur approbation.

Nous avons mis en œuvre les diligences que nous avons estimé nécessaires au regard de la doctrine professionnelle de la Compagnie nationale des commissaires aux comptes relative à cette mission.

Conventions soumises à l'approbation de l'organe délibérant

Nous vous informons qu'il ne nous a été donné avis d'aucune convention passée au cours de l'exercice écoulé à soumettre à l'approbation de l'organe délibérant en application des dispositions de l'article L. 612-5 du Code de commerce.

Fait à Arras, le 9 Juin 2025.
Pour la Société COGEP AUDIT



Jérôme WILLERVAL
Commissaire aux Comptes
Membre de la Compagnie Régionale
de Douai